



Division des droits des Palestiniens

Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine

Thème: « La route vers la paix israélo-palestinienne »

Madrid
17 et 18 juillet 2001

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
II. Déclarations liminaires	6–27	3
III. Séances plénières	28–62	11
Séance plénière I		
Les efforts israélo-palestiniens vers la paix : aperçu général	28–39	11
Séance plénière II		
La situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem	40–54	15
Séance plénière III		
La route vers la paix	55–62	19
IV. Séance de clôture	63–69	21
Annexes		
I. Observations générales		24
II. Liste des participants		27

Pour obtenir le présent numéro du Bulletin et les numéros antérieurs sous forme électronique, se raccorder au Système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine (UNISPAL), accessible par Lotus Notes en composant le (212) 963-7197 (serveur DPA4), ou par Internet <<http://www.un.org/Depts/dpa/dpr/>>.

I. Introduction

1. La Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine s'est tenue à Madrid les 17 et 18 juillet 2001, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément aux dispositions des résolutions 55/52 et 55/53 adoptées par l'Assemblée générale le 1er décembre 2000.
2. Le Comité était représenté par une délégation composée de : Ibra Deguène Ka (Sénégal), Président; Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla (Cuba), Vice-Président; Ravan A. G. Farhâdi (Afghanistan), Vice-Président; Walter Balzan (Malte), Rapporteur; Sotirios Zackheos (Chypre); et Nasser Al-Kidwa (Palestine).
3. La Réunion consistait en une séance d'ouverture, trois séances plénières et une séance de clôture. Les séances plénières avaient respectivement pour thème : « Les efforts israélo-palestiniens vers la paix : aperçu général », « La situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem » et « La route vers la paix ».
4. Quatorze experts venus de régions différentes, dont des Palestiniens et des Israéliens ont fait une communication. Rawya Shawa, membre du Conseil palestinien, était un des experts invités mais il n'a pu se rendre à Madrid en raison de restrictions de déplacement imposées par Israël. Les représentants de 62 gouvernements, de la Palestine, de 3 organisations intergouvernementales, de 6 organes des Nations Unies et de 46 organisations de la société civile, ainsi que des invités d'honneur du pays hôte et des représentants des médias, des universités et des instituts ont participé à la Réunion.
5. Les principaux éléments du débat ont été mis en évidence dans les Observations générales de la Réunion (voir l'annexe I).

II. Déclarations liminaires

6. **M. Josep Piqué**, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, a souligné que les fondements du processus de paix, à savoir les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et le principe « terre contre paix », qui ont été établis comme tels à la Conférence de Madrid de 1991, devaient plus que jamais être réaffirmés car ils représentaient la seule voie possible vers la paix. Malgré les nombreuses actions diplomatiques menées par la communauté internationale et les efforts déployés par l'Autorité palestinienne pour mettre fin à la violence, la situation avait continué de se dégrader et s'aggraverait encore si des mesures n'étaient prises pour briser le cycle de la violence. Il fallait mettre fin aux raids illégaux d'Israël dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne et à l'usage excessif et disproportionné qu'il faisait de la force, de même qu'aux actes terroristes des extrémistes palestiniens, à la politique d'implantation de colonies de peuplement qui perdure, à la démolition de maisons appartenant à des Palestiniens et aux exécutions extrajudiciaires, qui contribuaient à alimenter la spirale de la violence. Il fallait également garantir sans délai l'application du droit international, en particulier de la quatrième Convention de Genève, et s'attaquer aux causes profondes qui incitaient à commettre de tels actes.
7. M. Piqué a fait observer que les répercussions directes de la violence, la politique de bouclage et d'isolation du territoire et la retenue par Israël de la TVA perçue pour le compte de l'Autorité palestinienne avaient entraîné une grave

dégradation des conditions de vie dans le territoire et un déclin sensible des ressources dont disposait l'Autorité palestinienne, ce qui se répercuterait sur l'économie israélienne elle-même. En outre, cette situation compromettait sérieusement la stabilité de la région. Il convenait de souligner que les changements observés dans les choix de vote devaient être attribués non pas à un rejet de la paix mais plutôt au profond sentiment d'insécurité qui régnait.

8. M. Piqué s'est déclaré confiant que les négociations de Camp David et de Taba, qui avaient permis aux parties de se rapprocher de la conclusion d'un accord comme jamais auparavant, finiraient par porter leurs fruits. La communauté internationale devait tirer parti des possibilités fragiles offertes par l'action diplomatique. Il fallait mettre en oeuvre sans plus tarder l'ensemble des recommandations contenues dans le rapport de la Commission Mitchell. L'adoption d'un calendrier et d'un mécanisme de surveillance international faciliterait la mise en oeuvre de ces recommandations. Les Palestiniens devaient pouvoir entrevoir la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien démocratique viable, et les Israéliens jouir de leur droit de vivre dans la paix et la sécurité. Il fallait également parvenir à un règlement juste et durable aux questions de Jérusalem et des réfugiés, qui soit conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, au droit international et aux accords signés par les parties. M. Piqué a affirmé que le Gouvernement espagnol ne ménagerait aucun effort, lorsqu'il assumerait la présidence de l'Union européenne d'ici à quelques mois, pour faciliter la création des conditions nécessaires à l'instauration d'une paix juste et durable pour tous les peuples de la région.

9. **Kofi Annan**, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans un message prononcé en son nom par Terje Rød-Larsen, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, a indiqué que, depuis septembre 2000, la violence sur le terrain avait fait plus de 600 morts et des milliers de blessés, la grande majorité du côté palestinien. Il a condamné tous les actes de terrorisme et fait observer que la crise avait renforcé le sentiment de colère, d'amertume et de suspicion qui régnait entre Israéliens et Palestiniens. Ces événements tragiques faisaient ressortir combien il était urgent de redoubler d'efforts pour ramener le calme, stabiliser la situation et donner aux parties les moyens de renouer le dialogue. Il convenait de souligner que l'ONU avait pleinement souscrit au rapport de la Commission Mitchell et demeurerait à la disposition des parties et des coparrains du processus de paix pour les aider à mettre en oeuvre les recommandations de ce rapport. Des deux côtés, les dirigeants devaient faire preuve de la volonté politique et du courage nécessaires à la reprise des négociations de paix afin de parvenir à un règlement global, juste et durable dans la région, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et au principe « terre contre paix ». Évoquant l'accord fragile de cessez-le-feu négocié le mois précédent, le Secrétaire général a insisté pour que les deux parties mettent tout en oeuvre pour restaurer le cessez-le-feu et passent sans attendre à l'application des recommandations énoncées dans le rapport Mitchell. Le cessez-le-feu, la fin de la violence et le rétablissement de la confiance mutuelle constituaient des étapes transitoires cruciales vers la reprise d'un véritable dialogue politique.

10. Le Secrétaire général a passé en revue les effets des actions militaires dirigées contre les villes, villages et installations agricoles palestiniens, ainsi que des autres

mesures prises par Israël qui avaient quasiment paralysé l'économie palestinienne. Il a souligné qu'un programme d'envergure s'imposait d'urgence pour permettre aux Palestiniens de reconstruire leur vie et leur foyer. L'ONU poursuivrait son action en faveur du relèvement de l'économie palestinienne, en accordant une importance particulière à la fourniture d'une assistance d'urgence efficace au peuple palestinien. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui avait permis à des générations de Palestiniens d'avoir accès à des services sociaux, à l'éducation et à des soins de santé, continuait d'éprouver des difficultés financières chroniques. Le Secrétaire général a engagé tous les donateurs à aider l'Office et à contribuer généreusement à son budget, et il a incité les coparrains et les autres acteurs internationaux à empêcher l'effondrement du processus de paix. Pour sa part, il continuerait de faire tout ce qu'il faudrait pour appuyer ces efforts de paix.

11. **Ibra Deguène Ka**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a indiqué que le Comité était très inquiet de la poursuite de la violence dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem, et de l'usage excessif de la force par les forces de défense israéliennes. Le Comité avait toujours estimé qu'une force internationale de protection devait être déployée dans le territoire palestinien occupé. Il s'était joint également à la communauté internationale pour condamner le recours par les forces de sécurité israéliennes aux exécutions extrajudiciaires de Palestiniens, politique qui était contraire aux normes du droit international et constituait une violation de l'accord de cessez-le-feu signé peu de temps auparavant. Il appuyait sans réserve les conclusions équilibrées de la Commission Mitchell et demandait qu'on applique pleinement et rapidement ses recommandations. À cet égard, le Comité a déploré les tactiques israéliennes, qui consistaient à se servir d'incidents isolés comme prétexte pour reporter indéfiniment l'application des recommandations et en profiter pour ne pas respecter le gel des implantations illégales de colonies. Une des parties au conflit ne pouvait prétendre jouer le rôle d'arbitre, c'est pourquoi il était nécessaire d'établir un cadre précis pour l'application des recommandations du rapport Mitchell, à savoir un mécanisme impartial pour s'assurer que les parties remplissaient leurs obligations. Toute autre solution reviendrait pratiquement à perpétuer un statu quo injuste de l'occupation et de l'agression et ne ferait qu'accroître le désespoir et l'instabilité dans toute la région.

12. La position de principe du Comité était que le cœur de la question de Palestine résidait dans l'occupation illégale par Israël du territoire palestinien, y compris Jérusalem, les implantations illégales de colonies et d'autres politiques et pratiques illégales. Le Comité continuerait de demander au Gouvernement israélien de respecter pleinement les principes de la quatrième Convention de Genève et les dispositions des résolutions pertinentes des Nations Unies. Il s'est également déclaré particulièrement préoccupé par les dangers que représentait la détérioration accélérée de l'économie palestinienne sous l'effet des politiques restrictives du Gouvernement israélien. Les bouclages successifs du territoire palestinien occupé, les restrictions aux mouvements des personnes et des biens, la retenue des droits de douane et des recettes fiscales et autres châtiments collectifs avaient eu des effets catastrophiques sur l'économie et les conditions de vie de chaque famille palestinienne. De vives inquiétudes étaient exprimées concernant la crise financière qui frappait l'Autorité palestinienne et ses institutions menacées dans leur fonctionnement.

13. M. Ka a demandé à chacun de travailler d'arrache-pied pour aider les parties à reprendre les négociations afin de parvenir à un règlement global, juste et durable sur la base de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale et des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Il a réaffirmé la position du Comité tendant à ce que l'ONU continue à assumer la responsabilité permanente qui lui incombait concernant tous les aspects de la question de Palestine jusqu'à ce que celle-ci soit réglée de façon satisfaisante, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies, dans le respect de la légalité internationale et jusqu'à ce que tous les droits du peuple palestinien soient pleinement réalisés. Il a loué le dévouement du Secrétaire général à cette cause et a engagé les coparrains du processus de paix, l'Union européenne, le Mouvement des pays non alignés, d'autres groupes régionaux et tous les acteurs d'envergure internationale à combiner leurs efforts pour atténuer les souffrances du peuple palestinien et aider les parties à instaurer la paix.

14. **Miguel Angel Moratinos**, Émissaire spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient, a dit que les efforts réalisés dans le cadre du processus de paix devaient se poursuivre. La paix était un objectif réalisable et la communauté internationale devait réitérer son engagement à cet égard. La violence engendrait la violence et les efforts déployés pour y mettre fin avaient échoué. Les nombreuses initiatives de paix s'étaient heurtées aux mêmes obstacles érigés par un petit nombre, alors que la majorité des Palestiniens et des Israéliens étaient des gens de bonne volonté. La méfiance entre les deux parties était grande. Ceux qui n'avaient pour objectif que de faire durer le conflit détruisaient les espoirs de paix de manière à démontrer que seul l'état de guerre était possible. Par le passé, en dépit des divergences d'opinions concernant la voie à suivre, nul ne contestait la volonté de paix des dirigeants des deux camps. La violence qui régnait depuis plusieurs mois avait mis en doute cette volonté politique. Il convenait, cependant, de se réjouir de la nouvelle attitude de la communauté internationale, qui devait désormais faire face à l'absence d'autres options et au manque de volonté politique. Un certain nombre d'initiatives en faveur de la paix, y compris les recommandations récentes du rapport Mitchell, devaient être mises en oeuvre avant de tomber en désuétude.

15. La méfiance régnait non seulement entre les deux parties mais également au sein de chacune d'elles. Le camp israélien pour la paix avait, pour la première fois, émis des doutes quant à la possibilité de parvenir un jour à la paix et commençait à se rendre compte que cela faisait le jeu des ultras. Du côté palestinien, les groupes extrémistes avaient pour objectif de perpétuer la violence. L'Europe continuerait de s'élever contre le terrorisme, mais aussi contre les exécutions extrajudiciaires de Palestiniens. Il fallait éviter et décourager les provocations, les incitations et les récriminations mutuelles et mettre fin, une fois pour toutes, à la politique d'implantation de colonies de peuplement. Appelant l'attention sur la grave détérioration de la situation politique et économique des Palestiniens comme des Israéliens, le représentant a indiqué que l'Union européenne avait tenté d'atténuer les difficultés économiques des Palestiniens et d'aider l'Autorité palestinienne à créer des bases solides. L'Union européenne s'opposerait fermement à toute tentative visant à déstabiliser la direction palestinienne dans la mesure où cela ferait le jeu des extrémistes et entraînerait une anarchie totale.

16. La paix était envisageable mais elle nécessitait une certaine volonté politique. Il fallait empêcher que la situation actuelle ne se dégrade plus avant. Des efforts considérables avaient été consentis par l'Autorité palestinienne pour endiguer la

violence, mais il restait encore à faire et la communauté internationale devait appuyer ces efforts. Le rapport Mitchell représentait un point de départ adéquat pour la cessation de la violence et la reprise des négociations, sur la base des résultats obtenus à Oslo, Charm el-Cheikh, Camp David et Taba. Les différents acteurs internationaux devraient maintenir une présence effective dans la région et améliorer leur coordination, qui était déjà fort développée entre les émissaires spéciaux des Nations Unies, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Russie.

17. **Yasser Abed Rabbo**, Ministre de l'information, de la culture et des arts de l'Autorité palestinienne et représentant de la Palestine, a fait observer que la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens par Israël constituait le principal facteur faisant obstacle à l'instauration d'une paix juste. La crise actuelle dans la région était imputable à l'échec de l'application des présentes résolutions des Nations Unies visant à mettre fin à l'occupation israélienne et à appliquer le droit international. Les gouvernements israéliens successifs avaient constamment cherché à entraver la mise en oeuvre des accords signés entre les deux parties depuis la Déclaration de principes.

18. La communauté internationale ne devait pas tenter de régler partiellement le problème de la persécution quotidienne des Palestiniens. Les Palestiniens rejetaient la violence pour avoir été, eux-mêmes, victimes de la violence pendant 34 ans sous l'occupation israélienne. Il était regrettable que des campagnes de propagande aient été menées en Israël et aux États-Unis en vue de faire passer ceux qui avaient violé les droits des victimes pour les véritables victimes. De même, il fallait s'élever contre l'idée fausse propagée par Israël et les États-Unis selon laquelle les Palestiniens auraient refusé une offre généreuse faite par Israël lors des négociations de Camp David et mériteraient donc de subir les mesures politiques radicales adoptées par le Gouvernement israélien actuel. En fait, la proposition faite aux Palestiniens n'était autre qu'une manoeuvre israélienne visant à isoler de vastes zones du territoire palestinien, de manière à le fragmenter en cantons séparés les uns des autres, et à maintenir ainsi le contrôle sur une grande partie des frontières avec le monde arabe ainsi que sur l'espace aérien et les eaux souterraines; à conserver des bases militaires sur le territoire de façon à légitimer la poursuite de l'occupation; à rejeter toute solution au problème des réfugiés; et à maintenir Jérusalem sous la souveraineté israélienne tout en octroyant aux Palestiniens des pouvoirs administratifs théoriques sur la ville.

19. Pour qu'Israël traduise enfin dans les faits l'engagement qu'il avait pris de ne plus recourir à la violence, il était nécessaire de déployer sur place des observateurs internationaux qui garantiraient l'application des recommandations du rapport Mitchell et s'assureraient ainsi qu'Israël avait mis fin, une fois pour toutes, à ses activités d'implantation de colonies de peuplement et qu'il respectait les accords signés. L'orateur a demandé aux Israéliens de rejeter la propagande d'occupation et d'agression et de défendre ensemble une paix juste fondée sur les résolutions des Nations Unies et le principe « terre contre paix ».

20. D'autres représentants de gouvernements et d'organisations internationales ont fait des déclarations. Le représentant de l'*Égypte* a dit qu'Israël ne pouvait maintenir le bouclage des territoires palestiniens et, dans le même temps, se plaindre de l'insécurité. Il a demandé au Gouvernement israélien de respecter l'engagement qu'il avait pris d'appliquer les recommandations du rapport Mitchell et s'est déclaré en faveur de la mise en place d'un mécanisme de surveillance international dans les

territoires. Il a formulé l'espoir que l'Union européenne joue un rôle plus important dans le processus de paix sous la présidence de l'Espagne. Le représentant de la *Malaisie* a dit que le rapport Mitchell représentait un bon point de départ pour sortir de l'impasse et favoriser la reprise des négociations. Le processus de Madrid et les accords d'Oslo devaient être mis en oeuvre conjointement sans délai. Il convenait de rendre hommage à l'Autorité palestinienne, qui avait approuvé le rapport Mitchell sans réserve. Il était regrettable que le Gouvernement israélien continue de rejeter d'importantes parties du rapport, y compris celle contenant l'appel à une cessation totale des activités d'implantation de colonies. L'Europe, qui entretenait de bonnes relations avec les pays de la région, pouvait devenir un interlocuteur de poids largement accepté. Israël devait s'abstenir de toute nouvelle intervention militaire, opération militaire à grande échelle ou attaque contre l'Autorité palestinienne, auxquelles beaucoup s'attendaient. De telles mesures auraient des effets désastreux sur ce qui restait du processus de paix. Le représentant de la *Chine* a estimé qu'Israël avait fait usage de la force pour infliger des pertes importantes et une humiliation au peuple palestinien, poussant ainsi le processus de paix au bord de l'effondrement. Les résolutions des Nations Unies et le principe « terre contre paix » devaient constituer la base du processus de paix. La question de Palestine était au coeur du conflit au Moyen-Orient. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine avait eu recours à différentes voies pour parvenir à un règlement. Elle avait encouragé Israël à adopter une politique modérée et à limiter l'usage de la force. Le Gouvernement chinois continuerait de déployer des efforts en vue de trouver une solution définitive aux problèmes du Moyen-Orient, y compris à la question de Palestine.

21. Le représentant de l'*Inde* a indiqué que son gouvernement avait apporté son plein appui à l'Autorité palestinienne dès la création de celle-ci et lui avait offert toute l'assistance possible, notamment dans le domaine politique. L'Inde continuerait de fournir une aide matérielle et technique au peuple palestinien afin de lui permettre de consolider les acquis obtenus en vue de parvenir à l'autodétermination. L'intervenant s'est associé aux appels lancés par la communauté internationale pour qu'Israël allège immédiatement les restrictions imposées aux Palestiniens et débloque les fonds destinés à l'Autorité palestinienne. Il s'est également déclaré préoccupé par la politique d'implantation de colonies de peuplement menée par Israël. Le représentant de l'*Indonésie* a dit que la gravité du conflit en cours nécessitait que le Conseil de sécurité revoie sa position de toute urgence et déploie une force internationale d'observation dans le territoire occupé conformément au rôle de maintien de la paix et de la sécurité internationales que lui conférait la Charte des Nations Unies. L'Indonésie avait toujours apporté son appui à la juste cause des Palestiniens et le Gouvernement indonésien souhaitait que le peuple palestinien puisse jouir de ce que lui-même avait obtenu pour son propre peuple, à savoir une indépendance et une justice véritables, dans la liberté et la dignité.

22. Le représentant de la *République dominicaine* a indiqué que son gouvernement avait toujours pleinement appuyé les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et avait approuvé les grandes lignes de la Conférence de Madrid de 1991. Il a condamné toutes les formes de violence et de terreur, soulignant que le chemin de la paix entre les peuples israélien et palestinien passait nécessairement par le dialogue et la négociation. Il fallait intensifier les efforts déployés en vue de rétablir une paix tant attendue. Le représentant du *Mexique* a indiqué que son

gouvernement était profondément préoccupé par la détérioration rapide de la situation au Moyen-Orient. L'emploi abusif de la force ne ferait qu'exacerber les ressentiments entre les deux parties. Le rapport Mitchell devrait éclairer la situation d'un jour nouveau et aider les parties à renouer le dialogue. Le représentant s'est déclaré en faveur de la pleine reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination. Seule une solution politique permettrait de ramener la paix.

23. Le représentant de l'*Organisation de la Conférence islamique* a rappelé que les actes de barbarisme perpétrés par Israël avaient causé la mort de plus de 600 Palestiniens. Les restrictions imposées par Israël portaient atteinte à la liberté de circulation. Israël continuait de confisquer des terres et permettait aux colons de s'en prendre aux Palestiniens, à leurs terres et à leurs récoltes. Le bouclage du territoire palestinien avait entraîné l'effondrement de l'économie palestinienne. Les services sociaux, notamment les soins de santé, se détérioraient. En revanche, les colons israéliens jouissaient d'une totale liberté. Les Israéliens cherchaient ouvertement à évincer M. Arafat. Ils fomentaient des desseins non seulement contre les Palestiniens mais aussi contre tous les Arabes de la région. Israël n'avait pas respecté l'accord de cessez-le-feu, envahissant le territoire placé sous le contrôle de l'Autorité palestinienne et continuant de détruire des quartiers palestiniens entiers à Jérusalem sous le prétexte qu'aucun permis de construire n'avait été délivré. Les Israéliens expulsaient les Palestiniens de chez eux afin de s'approprier leurs biens. Les colons détournaient l'électricité et l'eau. Les Palestiniens se voyaient privés de leur eau au grand jour sans que la communauté internationale ne réagisse. Le représentant a souligné que les États-Unis apportaient une aide à Israël alors que ce dernier s'opposait à la fourniture de toute assistance internationale et régionale aux Palestiniens. La conduite israélienne commandait l'adoption d'une position ferme de la communauté internationale, qui devait assumer ses responsabilités et traduire en justice tous les auteurs de crimes contre l'humanité et de crimes contre les Palestiniens.

24. Le représentant de la *Ligue des États arabes* a fait observer que le processus de paix était passé par de nombreuses phases depuis la Conférence de Madrid. La Ligue considérait le processus de Madrid comme une étape importante en direction de la paix. Des accords avaient été conclus entre les Palestiniens et les gouvernements israéliens successifs. L'Intifada d'Al-Aqsa était une conséquence inévitable des déceptions éprouvées par les Palestiniens et des provocations auxquelles se livrait M. Sharon. Ce dernier avait pour objectif, comme il l'avait déjà établi en 1997 lorsqu'il était Ministre des infrastructures nationales, de modifier la composition démographique de la région afin d'en conserver le contrôle. Sa politique consistait notamment à implanter des colonies juives sur les terres palestiniennes et à construire des routes reliant ces quelque 200 colonies afin d'attirer 1 million de nouveaux colons dans les 20 ou 30 années à venir. Israël avait également l'intention de créer une nouvelle Autorité palestinienne qui serait placée sous la tutelle d'une autre autorité. Tout cela se déroulait sous les yeux de la communauté internationale, qui se refusait à prendre des mesures décisives. La Ligue était déterminée à apporter tout l'appui politique et économique nécessaire au peuple palestinien. Les Palestiniens avaient conjugué leurs efforts afin de faire face à tous les écueils. Le représentant s'est félicité de l'action menée par le Secrétaire général de l'ONU et a invité ce dernier à prendre des mesures pour faire obstacle à la politique d'agression israélienne. Il s'est dit consterné par l'attitude des partis politiques israéliens qui s'étaient déclarés en faveur de la paix. Les Palestiniens étaient prêts à exercer par

tous les moyens leur droit à la légitime défense. Le représentant a appelé les gouvernements des États membres de l'Union européenne à apporter leur appui aux Palestiniens dans la crise qu'ils traversaient.

25. Le représentant de la *Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)* a fait observer que la paralysie du processus de paix avait entraîné de nombreuses souffrances pour les Palestiniens et que les colonies de peuplement israéliennes constituaient le principal obstacle à l'instauration de la paix. Dans la plupart des cas, soit les colonies encerclaient les communautés palestiniennes, soit de larges portions du territoire palestinien étaient confisquées pour permettre l'implantation de nouvelles colonies. La souveraineté palestinienne était compromise par le dispositif de sécurité mis en place par Israël. Un rapport de la CESAO faisait état des répercussions préjudiciables de l'occupation israélienne et indiquait que la reprise des implantations de colonies avait continué de nuire au processus de paix. Toujours selon ce rapport, l'approvisionnement en eau et l'environnement demeuraient des problèmes essentiels. Le déboisement contribuait encore à la dégradation de l'environnement. En outre, l'occupation israélienne faisait obstacle aux investissements et à la croissance économique. Les restrictions imposées par Israël en matière de liberté de circulation des biens et des personnes avaient entraîné une perte de revenus pour les Palestiniens, et la retenue des recettes fiscales par Israël ne faisait qu'aggraver le problème. La CESAO cherchait à recueillir des fonds afin d'accroître son aide au peuple palestinien. Le représentant a rappelé qu'il était important de mettre en oeuvre les recommandations du rapport Mitchell et d'appliquer le principe « terre contre paix ».

26. Le représentant du *Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)* a rappelé que la mission d'Habitat était d'assurer à tous un logement convenable et de mettre en place des établissements humains durables. S'agissant de la question de Palestine, le Centre avait pour mandat de mettre en oeuvre la résolution intitulée « Établissements humains israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés », qui demandait aux autorités israéliennes d'appliquer certaines mesures pour permettre au peuple palestinien de satisfaire à ses besoins en matière de logement, y compris de mettre fin à la confiscation des terres palestiniennes et à l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés; et d'accepter l'applicabilité *de jure* de la quatrième Convention de Genève aux territoires palestiniens occupés. Dans cette même résolution, le Centre priait la Directrice exécutive d'Habitat d'organiser une réunion sur la création d'un fonds pour les établissements humains en faveur de la population palestinienne des territoires occupés. Il a invité les participants présents à prendre part à l'organisation de cette réunion en fournissant un appui politique et financier à l'élaboration des études nécessaires à la mise en place de ce fonds.

27. Le représentant du *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)* a fait observer qu'en plus de 21 ans, le Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD avait fourni une assistance technique et financière s'élevant à plus de 350 millions de dollars. Le PNUD était un partenaire important dans la mise en oeuvre des programmes concernant les infrastructures, l'approvisionnement en eau, les réseaux d'assainissement, les routes, le développement rural et le renforcement des capacités. Évoquant l'aggravation de la crise économique depuis le début de l'Intifada, le représentant a indiqué que deux tiers de la population palestinienne vivaient au-dessous du seuil de pauvreté et que le taux de chômage atteignait 50 %. Il a également insisté sur les répercussions psychologiques

importantes, mais trop rarement mentionnées, qu'avait une telle situation sur la population. De nombreux petits villages n'étaient plus approvisionnés. Les municipalités palestiniennes faisaient face à de graves difficultés faute de recevoir les fonds nécessaires et se voyaient dans l'impossibilité de fournir des services de base. De nombreuses familles n'étaient plus en mesure d'assurer l'éducation des enfants. L'absence de réaction de la communauté internationale avait entraîné une perte des acquis de l'aide au développement pour l'ensemble de la population. Le Programme d'assistance avait opté pour une stratégie en deux volets, établissant une distinction entre les activités de développement et les interventions d'urgence. Trente-trois millions de dollars avaient été consacrés à l'aide d'urgence. Le représentant a demandé qu'un appui soit apporté à la reconstruction, à la santé, à l'éducation, au logement et à l'agriculture.

III. Séances plénières

Séance plénière I

Les efforts israélo-palestiniens vers la paix : aperçu général

28. Les orateurs de la première séance plénière se sont intéressés au processus de paix de Madrid; aux Accords d'Oslo et ententes et accords ultérieurs; aux négociations sur le statut intérimaire et permanent; progrès et obstacles; et aux faits nouveaux récemment intervenus dans le processus de paix.

29. **Yossi Katz**, membre de la Knesset, a déclaré que le programme politique présenté à Camp David par l'ancien Premier Ministre Ehoud Barak pourrait, après quelques modifications, servir de base aux accords de paix entre Israël et les Palestiniens. Lesdits accords établiraient la reconnaissance d'un État palestinien indépendant, dont les frontières seraient celles définies en 1967, après un léger ajustement permettant d'implanter un ou deux immeubles de colons, le reste des colonies de peuplement devant être évacuées. L'État palestinien se verrait attribuer des terres ainsi qu'un droit de passage en compensation des terres auxquelles il renoncerait. L'État israélien déclarerait avoir conscience de l'injustice et de la souffrance dont ont été victimes les réfugiés palestiniens depuis la guerre de 1948 et se placerait au coeur des initiatives internationales de grande ampleur visant à régler une fois pour toutes la question des réfugiés palestiniens, en apportant une assistance aux États qui hébergent des réfugiés palestiniens, notamment l'État palestinien lui-même. Israël absorberait près de 100 000 réfugiés sur le territoire délimité par la ligne verte. Jérusalem serait scindée en deux zones : la souveraineté d'Israël sur la partie occidentale de la ville, y compris Givaat Zéev, Maale Adumim et plusieurs autres nouveaux quartiers construits après la guerre de 1967 serait reconnue. La partie palestinienne de Jérusalem, Al Qods, comprendrait les quartiers de Jérusalem-Est et les villages qui bordent Jérusalem (Abu Dis, Anata, etc.). La vieille ville serait administrée par un régime particulier, son statut restant à déterminer dans les 10 à 20 années à venir. Le statut des Lieux saints ferait l'objet d'un accord distinct.

30. L'orateur a déclaré qu'Israël ne devrait pas chercher à imposer une solution aux Palestiniens en exerçant son pouvoir, tout comme les Palestiniens ne parviendraient pas à imposer une solution à Israël par la violence. Il a critiqué la démolition de logements palestiniens et les propos offensants tenus à l'égard du

Président Arafat. Il conviendrait, au contraire, d'encourager le dirigeant palestinien à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute activité terroriste. Il a ajouté que Shimon Pérès faisait partie du Gouvernement uniquement du fait qu'il se considérait ainsi en mesure de faire avancer le processus de paix et de ramener les parties à la table des négociations. Mais pour y parvenir, il fallait mettre fin à la violence. Les dirigeants palestiniens devaient prendre des décisions de la plus haute importance. Seul un cessez-le-feu bilatéral pourrait permettre au camp israélien en faveur de la paix d'exiger que le Premier Ministre Ariel Sharon dévoile toutes ses cartes au sujet des accords sur le statut permanent. Il ne fallait pas croire qu'en cas de démantèlement de la coalition Sharon-Pérès, le pouvoir reviendrait aussitôt à un gouvernement travailliste. Ce serait malheureusement un gouvernement d'extrême droite ou un gouvernement dirigé par M. Nétanyahou qui se mettrait immédiatement en place.

31. M. Katz a poursuivi en déclarant que, sous le Gouvernement en place, le soutien de l'opinion publique israélienne au processus de paix avait considérablement décliné au fur et à mesure qu'augmentait le nombre d'attentats terroristes et que s'aggravait le conflit militaire au cours de l'Intifada. Bien qu'une majorité marquée d'Israéliens pensaient que les colonies de peuplement entravaient la marche vers la paix et devaient être évacuées, dès qu'un acte de violence était commis à l'encontre de colons, la solidarité avec les colons se renforçait et la confiance dans le processus de paix s'amenuisait. L'expérience avait montré que la gauche avait bien mieux réussi dans l'entreprise de recherche de la paix, mais un règlement final requérait des mesures bien plus radicales, dont l'évacuation des colonies. Un gouvernement largement représentatif avait de plus grandes chances de convaincre la population de la nécessité de prendre de telles mesures, et M. Sharon avait démontré, lors de l'évacuation des colonies de peuplement du Sinaï au moment de l'accord de paix avec l'Égypte, qu'il était capable de prendre de telles mesures. La tâche qu'il convenait d'entreprendre immédiatement consistait à appliquer sans manoeuvre dilatoire les recommandations énoncées dans le rapport Mitchell. En effet, seule leur application intégrale permettrait de ramener les parties à la table des négociations.

32. **Valerian Chouvaev**, chef de la Division de la Palestine et Israël, Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Ministère des affaires étrangères (Fédération de Russie), a déclaré que la place importante occupée par le Moyen-Orient dans le monde était lourde de conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Le rapport Mitchell était essentiel tout d'abord du fait qu'il avait été accepté par les deux parties et la communauté internationale. La première étape dans l'exécution du plan Mitchell consistait à faire respecter par les deux parties l'accord de cessez-le-feu. Il importait avant tout de faire preuve de souplesse et de la volonté de parvenir à un compromis. Le plan était un accord global, dont les composantes politiques visaient à reprendre de véritables négociations. L'orateur a indiqué que la sécurité ne pourrait être garantie tant que les deux parties ne seraient pas revenues à la table des négociations. Sans doute était-il délicat de prédire la suite des événements, mais l'une des questions à débattre serait la mise en place de mesures pendant la période de transition. Le problème consistait désormais à convaincre les milieux politiques et le public en général de faire leurs recommandations qui avaient été énoncées.

33. M. Chouvaev a indiqué qu'il ne fallait pas rejeter ni oublier l'esprit qui avait animé les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité portant sur le principe

« terre contre paix ». Le processus de paix lancé à Madrid avait marqué de grands progrès mais restait fragile et devait être préservé de tout revirement dangereux. Toutes les parties concernées devaient inviter à faire état de positions favorables et inciter à prendre des mesures positives. La violence était sans issue : la poursuite des hostilités ne concourait pas à la sécurité des Israéliens ni à l'exercice des droits de l'homme du peuple palestinien. Sur la scène des relations internationales, le Moyen-Orient revêtait un caractère particulier et stratégique. L'élaboration d'accords concrets incombait en premier lieu aux parties concernées, mais démêler l'écheveau des problèmes accumulés pouvait s'avérer une tâche ardue. Seule la participation des deux parties prenantes et des coparrains pouvait permettre de rétablir la paix. Les 10 années qui s'étaient écoulées depuis la Conférence de Madrid n'avaient pas été vaines. La Russie allait faire tout ce qui était en son pouvoir pour que soit atteint le noble but de l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

34. **Manuel Marín**, membre du Parlement espagnol, a dit qu'aucun processus de paix n'avait reçu autant d'attention que la Conférence de Madrid et les ententes et accords conclus par la suite. Il ne remettait pas en question les droits inaliénables des Palestiniens ni le droit des Israéliens à la sécurité. Les accords internationaux devaient simplement être respectés. Lorsque les travaillistes étaient au pouvoir, les chances d'établir la paix augmentaient mais, dès que le pouvoir passait aux mains des conservateurs, ces chances diminuaient. Il fallait, cependant, que les accords internationaux conclus soient respectés indépendamment du parti en place. La responsabilité de l'application des accords incombait à l'État, non aux partis.

35. L'orateur a déclaré que la violence était le principal adversaire de l'Autorité palestinienne. Peu importait qui était le principal responsable de cette violence. L'un des obstacles au processus de paix au Moyen-Orient était son gel par la diplomatie internationale. On avait bien souvent entendu dire que la guerre allait éclater, mais cela ne s'était pas produit pour autant. Le processus de paix n'avait que trop duré. Il était impératif de donner suite aux accords existants. La charge de la preuve incombait à M. Sharon et, pour cette raison, l'orateur s'est déclaré pessimiste. Si les travaillistes étaient au pouvoir, les perspectives d'évolution seraient meilleures.

36. **Ignacio Alvarez-Ossorio**, professeur des études arabes et islamiques à l'Université d'Alicante (Espagne), a souligné l'inadéquation du processus de paix de Madrid. Le cadre dans lequel les négociations de Madrid s'étaient déroulées présentait de telles restrictions que n'importe quel observateur aurait pu prédire les difficultés qui s'ensuivraient. Le processus de paix n'était pas fondé sur une base solide. Le cadre délimité par l'Administration américaine était en conflit avec les résolutions des Nations Unies et présentait des similitudes pour le moins étranges avec les propositions de négociation faites par les Israéliens, les autres protagonistes internationaux se trouvant mis à l'écart. La volonté des États-Unis était manifeste. Les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité devaient orienter le processus. Bien que l'Administration Bush ait présenté une lettre de garantie, certaines limites ne devaient pas être dépassées. Aucun crédit n'avait été accordé à la création d'un État palestinien indépendant. Parallèlement, les Palestiniens avaient été assurés de l'opposition des États-Unis à la poursuite de la politique israélienne d'implantation de colonies, mais n'excluaient pas pour autant une confédération jordano-palestinienne. L'Administration Bush avait tenté de conserver une certaine impartialité. Certes, elle était parvenue ainsi à ramener Israéliens et Palestiniens à la table des négociations, mais les défauts avaient fini par apparaître.

37. M. Ossorio a rappelé qu'Israël était détenteur du pouvoir militaire et économique, et que le processus de paix ne ferait que maintenir le déséquilibre existant. Une fois la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires signée, il était évident que les critères israéliens de séparation des terres d'avec la paix l'emportaient sur les critères palestiniens. Les Palestiniens devaient renoncer à leurs exigences d'un État souverain, ou bien les mettre en sommeil. La tactique de l'aterriment adoptée par les gouvernements israéliens successifs avait conduit à une nouvelle donne. La composition démographique de Jérusalem et de la Cisjordanie avait été modifiée du fait de l'expropriation des terres, et la partition en cantons avait séparé la population palestinienne en trois zones distinctes. Le principal inconvénient d'une telle évolution était que la situation ne correspondait plus aux principes acceptés par toutes les parties. À Madrid, on avait choisi d'éviter certaines questions. Celle des réfugiés palestiniens n'avait pratiquement pas été abordée, bien que 4 millions de personnes aient été concernées. Le fait qu'Israël occupait des territoires arabes depuis 1967 revêtait aussi une importance fondamentale. La création d'un État palestinien indépendant n'avait pas non plus été suffisamment examinée. L'orateur a mis en garde sur le fait que tout accord non fondé sur les principes qu'il venait d'énoncer était voué à l'échec.

38. **Yasser Abed Rabbo**, Ministre de l'information, de la culture et des arts, Autorité palestinienne, a déclaré que le Gouvernement israélien était essentiellement soucieux de montrer que le dialogue était dans l'impasse et qu'il n'existait pas de partenaire palestinien. Les Palestiniens, de leur côté, ressentaient une grande déception, probablement fondée sur l'expérience acquise au fil des ans. La situation était plus compliquée que jamais, mais était loin d'être bloquée. De simples moyens techniques ne suffiraient pas à venir à bout du courant extrémiste actuel. Il fallait recourir à des moyens politiques pour s'attaquer aux raisons mêmes de cet extrémisme. Dans le cas présent, il s'agissait de l'occupation des territoires. L'exigence de la sécurité en Israël était légitime de la part des Israéliens, tout comme l'était celle de conditions d'existence normales de la part des Palestiniens. On pouvait envisager de garantir aux Israéliens la sécurité sans que cela se fasse au détriment des conditions minimales d'existence des Palestiniens, l'autodétermination étant la condition première. Lorsqu'on considérait la question de la sécurité sous l'angle des colonies de peuplement, on pouvait constater des différences. Il était impossible de résoudre le problème de la violence sans un règlement politique de la question.

39. Israël n'avait accepté que la section du rapport Mitchell se rapportant à la sécurité, exigeant que s'écoule une période de sept jours sans violence avant l'application des recommandations du rapport. Cette condition préalable irréalisable visait à mettre un terme aux recommandations du rapport Mitchell. Devant l'acceptation de cette clause par les Américains, Ariel Sharon avait avancé une nouvelle condition, à savoir qu'il serait celui qui déciderait si une semaine s'était écoulée sans violence. Les attaques dirigées contre M. Arafat et d'autres responsables, notamment sous formes d'insultes et d'appels au crime, avaient atteint des sommets comme jamais depuis la fin de la guerre froide. Les extrémistes en Israël avaient déclaré que M. Arafat avait rejeté une offre de paix généreuse. Or, c'étaient précisément les extrémistes qui avaient rejeté cette offre. Rappelant les négociations de Camp David en sa qualité de participant, l'orateur a critiqué l'attitude isolationniste de la délégation israélienne. M. Barak, sur les trois semaines de sa présence sur le site, n'avait rencontré M. Arafat que par deux fois et

uniquement en présence du Président Clinton. Les Israéliens avaient espéré que la délégation américaine assumerait les politiques israéliennes et ferait pression sur les Palestiniens. Arafat n'avait pas décliné une offre de paix généreuse à Camp David. L'offre avancée ne couvrait pas les conditions minimales requises, à savoir le droit à l'autodétermination. Les Palestiniens avaient toutefois fait preuve de patience et n'avaient cessé de négocier jusqu'aux négociations de Taba, en Égypte. Les Palestiniens n'avaient pas fait le choix de l'Intifada. Il n'avaient opté que pour la paix.

Séance plénière II

La situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem

40 Lors de la deuxième séance, des experts ont débattu de la situation en matière de sécurité depuis septembre 2000, de la nécessité d'offrir une protection internationale au peuple palestinien, y compris l'application de la quatrième Convention de Genève; des efforts internationaux visant à mettre un terme à la crise et à relancer le processus de paix; de la question des colonies de peuplement israéliennes; et de l'état de l'économie palestinienne. Le discours de Mme Rawya Shawa, dans l'impossibilité de participer à la séance, a été distribué aux participants. M. Allam Jarrar, Vice-Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix, s'est proposé d'intervenir sur les points à l'ordre du jour de la séance.

41. **Allam Jarrar**, Vice-Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix (Ramallah), a déclaré que la visite de M. Sharon à la mosquée d'Al-Aqsa avait déclenché l'Intifada. Toutefois, le sentiment de frustration avait gagné les Palestiniens bien avant cet événement, du fait que les grandes questions les concernant n'avaient suscité que des tergiversations et des atermoiements. M. Arafat n'avait donné aucun ordre pour déclencher l'Intifada : elle était venue du peuple lui-même. Les forces militaires israéliennes avaient tenté de réprimer les ambitions du peuple qui souhaitait une solution lui garantissant le respect minimal de ses droits, notamment par la fin de l'occupation, le retrait de toutes les forces israéliennes jusqu'aux frontières de 1967 et la souveraineté sur leur territoire, y compris Jérusalem. De plus, on devait trouver une solution au problème des réfugiés qui soit conforme aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Toute solution envisagée devait garantir la sécurité de tous les pays de la région.

42. Lorsque les Israéliens avaient implanté leurs colonies de peuplement, ils étaient conscients d'agir dans l'illégalité. Les réfugiés palestiniens venaient de Palestine et avaient donc des droits en Palestine. Une seule solution était envisageable : mettre un terme à l'occupation israélienne. L'accession au pouvoir de M. Sharon était venue compliquer la situation. Son gouvernement n'avait pas de programme bien établi concernant la question de Palestine. Il avait été constitué dans l'urgence et son objectif premier était de venir à bout de l'Intifada, non pas de s'attaquer aux causes profondes du soulèvement. On était parvenu à une situation extrêmement dangereuse, lourde d'implications pour toute la région.

43. M. Jarrar a déclaré que des milliers de Palestiniens avaient été blessés par des soldats israéliens. Les services médicaux avaient été pratiquement réduits à néant sur le territoire palestinien occupé. Les citoyens n'avaient aucun accès aux services d'urgence. Les Palestiniens avaient perdu les deux tiers de leur production, et le taux

de chômage atteignait environ 48 %. Pour parvenir à une solution, il fallait s'entendre sur les principes et adopter une approche qui satisfasse chaque partie, tels qu'énoncés dans les résolutions internationales. Les moyens militaires ne sauraient résoudre la situation actuelle. Le devoir moral et politique imposait de garantir, avec l'aide de la communauté internationale, l'application des résolutions internationales. L'Autorité palestinienne avait déjà approuvé le rapport Mitchell et, malgré cela, les troupes israéliennes avaient été déployées et, pas plus tard que la veille, avaient envahi le territoire palestinien. La situation était plus qu'explosive et, sans l'intervention d'une tierce partie, ne ferait que se dégrader.

44. **Jeff Halper**, Coordonnateur du Comité israélien contre les destructions de maisons (Jérusalem), a dit qu'Israël était parvenu à rendre l'occupation invisible. En Israël, de 1993 à janvier 2001 à Taba, toute l'attention était restée concentrée sur le processus de paix tandis que les Israéliens doubleraient le nombre de colons, construisaient un imposant réseau de routes de contournement et imposaient le blocus du territoire palestinien occupé. Israël avait réussi à rendre l'occupation invisible aussi sur la scène internationale. L'offre israélienne de 95 des terres occupées rejetée par les Palestiniens à Taba avait mis un terme aux critiques émises à l'échelon international contre Israël. Il était donc impératif de rendre visible l'occupation des terres. Israël avait besoin d'un État palestinien ne serait-ce que parce qu'il était incapable d'accorder la citoyenneté à tous les Palestiniens. Israël ne pouvait accepter de devenir un État binational. De plus, l'occupation continuelle mènerait à une situation d'apartheid de fait et rencontrerait une opposition plus forte sur la scène internationale. Cependant, Israël ne souhaitait pas céder les commandes. La solution pour Israël résidait en une « occupation par consentement », dans le cadre de laquelle les Palestiniens se verraient accorder un territoire suffisamment étendu pour constituer un mini-État et sur lequel Israël pourrait conserver le contrôle. Mais pour le conserver sur une longue période tout en faisant l'économie de l'opposition internationale, il fallait que ce contrôle s'opère de façon subtile, invisible et bureaucratique, par le truchement de milliers de directives et une prétendue administration civile gérée en fait par l'armée.

45. M. Halper, décrivant le système imposé par Israël sur le territoire palestinien occupé, l'a qualifié de « Matrix of Control » (réseau de contrôle). Ce réseau devait être démantelé si l'on voulait parvenir à instaurer une paix juste et un État palestinien souverain viable. Le système était constitué de trois niveaux d'action, dont le premier correspondait aux actions militaires menées en réponse à l'Intifada ou conduites « en temps normal », ces dernières faisant intervenir les unités et agents d'infiltration qui avaient sapé les assises mêmes de la société palestinienne. Depuis 1967, on comptait environ 2 000 décrets pris par les commandants militaires de Cisjordanie et de Gaza, qui allaient de pair avec les politiques adoptées par l'administration civile. La deuxième démarche modifiait la situation sur le terrain : expropriation des terres, construction de plus de 200 colonies de peuplement, démembrement du territoire palestinien occupé en zones confinant les Palestiniens dans quelque 190 îlots. Elle comportait également la création d'un imposant réseau routier; le contrôle rigoureux de tous les déplacements des Palestiniens; la construction de zones industrielles; la mainmise sur le réseau aquifère; et l'exploitation des Lieux saints comme prétexte pour le maintien de la présence des forces de sécurité. Le troisième mécanisme, le plus subtil des trois, était d'ordre bureaucratique ou juridique. Il empêtrait les Palestiniens dans un étroit enchevêtrement de restrictions dont le bouclage provisoire de la Cisjordanie et de

Gaza, un système d'emploi discriminatoire, l'instauration d'autorisations d'entrée et de déplacement limitant la liberté de circulation, et le déplacement actif de populations par le biais de l'exil, de la déportation et de l'incitation à l'immigration. La répression bureaucratique avait donné lieu à l'expropriation de terres, à la destruction de maisons, à des mesures de mutation, au gel de l'expansion naturelle de villes et villages palestiniens, et à des restrictions appliquées aux plantations de cultures et à la vente de leurs produits. Le grand atout du réseau de contrôle était son invisibilité. Dans la mesure où il était de faible intensité, il n'était pas dénoncé par les médias, alors qu'il détermine entièrement le mode d'existence des Palestiniens.

46. En conclusion, la communauté internationale devait lever le voile sur l'occupation. La paix ne pouvait provenir d'Israël même, mais serait le fruit de la pression internationale. Il fallait financer les organisations communautaires de façon à leur permettre de fournir des renseignements sur la situation sur le terrain et compléter également l'action menée sur le plan diplomatique.

47. **Francis Okelo**, Vice-Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, a déclaré que le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient avait pour mandat de participer au processus de paix au Moyen-Orient et de mobiliser et coordonner les ressources réservées à l'appui des Nations Unies au processus de paix. La paix ainsi prônée était fondée sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et le principe « terre contre paix »; elle garantissait la sécurité de tous dans la région et rejetait toute forme de violence ou de terrorisme. Il n'avait pas été aisé de réunir de telles conditions et l'on n'y était pas complètement parvenu. Côté israélien, on attendait la promulgation par les Palestiniens de leurs obligations en matière de sécurité. Les Palestiniens, quant à eux, étaient soucieux de leur souveraineté sur le territoire.

48. La pleine application des recommandations énoncées dans le rapport Mitchell représentait le seul espoir de retour à la table des négociations. Lors de la construction d'une maison, on commençait par les fondations, puis les murs et enfin le toit. Dans l'édifice de la paix, les fondations correspondaient à l'amélioration des conditions d'existence du peuple palestinien, les murs au réveil de l'espoir chez les Palestiniens et le toit à la sécurité des deux parties. On ne pouvait bâtir d'édifice en commençant par le toit. Les questions politiques devaient être traitées de concert avec les préoccupations sécuritaires.

49. Les Palestiniens et les Israéliens avaient beaucoup souffert de neuf mois de violence et de tensions, mais le plus lourd tribut avait été payé par les Palestiniens. La situation économique était critique. La pauvreté alimentait la haine, qui engendrait la violence. Les perspectives d'avenir étaient sombres. La situation montrait combien il était indispensable de créer des emplois pour faire reculer le taux de chômage qui atteignait près de 50 % en Palestine. De même, il fallait que les services de santé et autres services de base – éducation et services de secours (sous formes de vivres et de logements) – soient assurés. Il serait très difficile de rétablir les institutions palestiniennes qui n'avaient cessé de se dégrader. Les restrictions imposées à la liberté de circulation interne étaient sans commune mesure et contre-productives. La persistance de la violence était bien la preuve que de telles restrictions ne permettaient pas d'instaurer la sécurité.

50. **Luisa Morgantini**, membre du Parlement européen, a déclaré que, en sa qualité de membre du Parlement européen et d'autres organisations, elle avait, en

coopération avec des organisations sur le terrain, oeuvré à apporter une protection au peuple palestinien. Elle avait apprécié, en particulier, de travailler avec de petits groupes israéliens agissant sur le terrain pour tenter de freiner les démolitions de maisons palestiniennes. La communauté internationale ne faisait rien pour arrêter les châtiments collectifs infligés par les Israéliens. Le Parlement européen devait prendre des mesures pour faire en sorte qu'Israël respecte les engagements qui avaient été pris.

51. Adepte de la non-violence, Mme Morgantini a déploré le recours au terrorisme. La paix était encore possible, mais les chances que les dirigeants israéliens et palestiniens s'entendent sur une solution étaient faibles. Le Parlement européen avait le devoir de garantir l'exercice des droits des Palestiniens, y compris le droit à leur propre État, avec Jérusalem pour capitale, partagée. Il ne suffisait plus d'être conscient de la situation ni d'offrir une assistance financière. Il fallait que le Parlement adopte une politique selon laquelle les droits de l'homme constitueraient, au-delà des mots, de véritables principes à appliquer. La communauté internationale devait être convaincue de mettre un terme à la politique d'implantation de colonies de peuplement menée par Israël. La paix n'était pas possible alors que les Palestiniens assistaient chaque jour à des expropriations de leurs terres. Il fallait avoir contemplé en personne le spectacle désolant qu'offraient les arbres déracinés ou les terres cultivées depuis plusieurs générations transformées en zone désertique. On ne pouvait laisser se perpétuer cette pratique de deux poids, deux mesures. La communauté internationale devait unir ses efforts pour que soient appliquées les résolutions des Nations Unies.

52. **Felipe Sahagun**, professeur de relations internationales à l'Université de Complutense (Madrid), a signalé que le conflit israélo-palestinien était l'objet d'une attention disproportionnée par rapport aux 25 à 30 autres conflits qui sévissaient dans le monde. Les journalistes occidentaux, et particulièrement les journalistes espagnols, avaient tendance à prendre parti pour les victimes, comprises dans le cas présent comme étant les Palestiniens. Une telle tendance était toutefois contrecarrée par la puissante machine de propagande israélienne, l'image négative renvoyée par le radicalisme de certains groupes arabes et l'influence de la communauté juive dans bon nombre de pays d'Europe et aux États-Unis. Les Palestiniens avaient appris à mieux se défendre dans une telle guerre de propagande. Ils avaient créé un site Web sur lequel étaient consignés tous les articles faisant état de la situation. L'étude sur un mois des rapports sur le conflit publiés dans le quotidien *Philadelphia Inquirer* avait montré, par exemple, que lorsque les victimes étaient des adolescents israéliens, il était fait mention de la « perte de vies innocentes », expression qui n'était jamais employée lorsque les victimes étaient des enfants ou des adolescents palestiniens. Les attaques menées par les Israéliens étaient qualifiées de « riposte » ou de « réponse », mais celles menées par les Palestiniens n'étaient jamais qualifiées de réponse à l'occupation israélienne. Des notices biographiques et, souvent, les photographies des victimes israéliennes étaient publiées, alors qu'aucun détail personnel concernant les victimes palestiniennes n'était communiqué.

53. La terminologie israélienne était en grande partie reprise par la presse, alors que la terminologie palestinienne s'accompagnait de toutes sortes de réserves. Le sacrifice d'un Palestinien commettant un attentat suicide à la bombe constituait une attaque terroriste, mais les actes de terrorisme sélectif commis par les Israéliens contre les dirigeants palestiniens du Hamas ou du Jihad n'étaient que des représailles. Une telle terminologie était bien souvent empruntée à l'armée

israélienne qui avait, notamment, diffusé récemment auprès des médias israéliens une liste actualisée de termes et expressions dont l'emploi était recommandé dans tout article se rapportant au conflit avec les Palestiniens. Cette liste comportait, par exemple, les recommandations suivantes : « confrontation armée » pour Intifada; « empêcher d'entrer en Israël » plutôt que bouclage ou mesures de blocus des secteurs palestiniens; « mesures de sécurité » pour opérations de représailles ou punitives. De nombreuses publications sur support électronique ou classique étaient exclusivement consacrées au problème posé par ce que les Israéliens considéraient comme de l'information tendancieuse ou fausse. La grande conclusion à laquelle ils étaient parvenus était que les médias occidentaux présentaient Israël comme étant l'agresseur, et le terrorisme comme un moyen acceptable dans la lutte palestinienne contre Israël.

54. M. Sahagun était d'avis que les médias internationaux faisaient l'objet de fortes campagnes de propagande et de désinformation, ce qui, tout bien considéré, pouvait être surmonté en rapprochant les versions données par chacune des parties et en rectifiant les erreurs, mais il devenait chaque jour plus délicat de rendre compte du conflit dans des termes appropriés sans risquer de paraître prendre parti pour l'un ou l'autre camp.

Séance plénière III

La route vers la paix

55. Au cours de cette séance plénière, les intervenants ont examiné les questions relatives au statut permanent, y compris l'établissement d'un État palestinien, les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le rôle des coparrains, de l'ONU, de l'Union européenne et d'autres acteurs internationaux.

56. **M. Mahdi Abdul Hadi**, Directeur de la Société académique palestinienne pour les études des affaires internationales (Jérusalem), s'est interrogé sur le bien-fondé, pour les Palestiniens, de la route vers la paix telle qu'en étaient convenus expressément les coparrains. Le principe de l'échange de territoires contre la paix nécessitait une volonté sans faille de la part des deux parties, doublée d'une reconnaissance mutuelle et de la responsabilité de tous. En fait, la prétendue reconnaissance était fondée sur le mensonge, sur la realpolitik. On avait persuadé M. Rabin qu'il s'agissait du seul moyen d'accorder leur autonomie aux Palestiniens. M. Arafat s'était retrouvé dans une situation analogue étant donné qu'il ne pouvait pas rater l'occasion de créer un État indépendant. Aujourd'hui, les Palestiniens et les Israéliens se trouvaient dans une situation encore plus précaire. Ils se haïssaient et se méfiaient les uns des autres parce qu'ils n'avaient jamais accepté de se reconnaître mutuellement. Les Israéliens rejetaient toutes les exigences des Palestiniens. Les Palestiniens, de leur côté, ne pouvaient pas être gouvernés par des colons. Il leur fallait des frontières et la souveraineté.

57. La société israélienne était divisée quant à la façon de régler le problème des Palestiniens. M. Shimon Pérès mettait à mal le Parti travailliste, M. Benyamin Nétanyahou voulait retourner à la case départ et ignorer tous les accords passés. M. Ehud Barak désirait annexer 20 % du territoire occupé et ériger une synagogue dans l'enceinte de Haram al-Charif. M. Ariel Sharon avait franchi un pas de plus en se rendant lui-même à la mosquée Al-Aqsa. En conclusion, il n'existait pas de partenaire israélien. L'intention de M. Sharon était de retarder le plus longtemps

possible la création d'un État palestinien. Les Israéliens n'avaient pas le sens de la justice. Tout récemment, 15 maisons avaient été détruites à Jérusalem sans qu'aucun Israélien n'élève la voix pour protester. Cela étant, la société palestinienne n'était pas stable. Il n'y avait pas eu de légitimation à l'échelon international. Le problème ne venait ni de Washington, ni de Bruxelles ou de Amman. Les jeunes palestiniens ne se suicidaient pas en raison de leurs convictions religieuses mais parce qu'ils étaient désespérés. Aujourd'hui, les Israéliens remettaient même en cause la reconnaissance de M. Arafat et de l'OLP. Washington n'avait pas décidé de la manière de remédier à la situation et les Européens se contentaient de parler. La communauté internationale se devait de rappeler les Israéliens à la réalité.

58. **M. Richard Murphy**, associé principal du Council on Foreign Relations (New York) et Président de l'Institut du Proche-Orient (Washington), a déclaré que l'actuel Gouvernement des États-Unis semblait plus ouvert que les gouvernements précédents à un élargissement de l'action diplomatique en faveur du processus de paix à l'échelon international. L'accueil réservé par le Gouvernement au Rapport Mitchell et les observations formulées par le Président et le Secrétaire d'État avaient révélé un plus grand enthousiasme pour la participation de l'Union européenne et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au processus de paix que dans les années 80 et 90. Toutefois, il a appelé l'attention sur le fait que le principal moteur des progrès futurs serait probablement encore le résultat de l'interaction des parties elles-mêmes, appuyées essentiellement par les États-Unis, l'Égypte et la Jordanie.

59. Le Rapport Mitchell contribuait utilement à la réflexion du Gouvernement américain, qui lui avait conféré une certaine autorité. De fait, interrogé sur une position de repli éventuel, le Secrétaire d'État, M. Colin Powell, avait déclaré que le Rapport Mitchell représentait à la fois les plans A, B et C pour le Moyen-Orient. Il contenait tous les éléments nécessaires pour aller de l'avant : cessation de la violence et des hostilités et mesures visant à instaurer un climat de confiance ainsi qu'à rétablir la coopération en matière de sécurité pour, à terme, aboutir aux négociations du statut final. Toutefois, pour certains sceptiques, les allusions constantes au Rapport Mitchell trahissaient la faillite de la politique américaine. M. Murphy a fait valoir que l'accueil réservé par Washington au Rapport semblait démontrer que les Américains étaient à nouveau disposés à s'attaquer à la question des colonies de peuplement de façon plus directe. Le Rapport alléguait qu'il était nécessaire de geler la construction des colonies, y compris celle entreprise au nom de la « croissance naturelle », si l'on désirait que les Palestiniens retournent à la table des négociations. Toutefois, M. Murphy a rappelé que des gouvernements américains successifs avaient oeuvré, à des degrés divers, au règlement de la question mais qu'ils n'avaient jamais pu obtenir un arrêt prolongé de la construction des colonies. L'histoire avait démontré que l'élan colonisateur ne pouvait être contenu que par des forces intérieures, venues d'Israël, qui ne s'avéraient vraiment efficaces que lorsque tout laissait prévoir un progrès vers la paix. Il se félicitait du fait qu'il était maintenant rendu compte de façon plus conforme à la réalité de ce qui s'était passé à Camp David. Les commentaires de certains des intéressés remettaient en question l'idée reçue selon laquelle le Premier Ministre M. Barak avait fait une offre étonnamment généreuse ou que le rejet de cette offre par les Palestiniens apportait la preuve que la position de base de ceux-ci était de détruire l'État d'Israël.

60. **Mme Yael Dayan**, membre de la Knesset, a souligné que plus de 60 % de l'électorat avait voté pour M. Sharon. Il fallait bien qu'elle s'accommode du résultat

des élections et qu'elle s'efforce d'oeuvrer de l'intérieur. Elle a proposé que les Palestiniens déclarent unilatéralement un État, initiative qui serait appuyée par la majorité de la population en Israël. L'illusion créée par Camp David avait fourni une arme terrible à la droite. L'attitude de M. Barak lors du Sommet avait fait du tort à toutes les parties. S'il paraissait certain qu'il ne puisse y avoir d'autres offres aussi généreuses que celles faites à Camp David, la teneur de cette offre, son côté « à prendre ou à laisser », l'avait rendue inacceptable. S'il existait un accord de principe sur les frontières de 1967, il était toujours possible de négocier, même si ces frontières ne convenaient pas à Israël pour des questions de sécurité. La question de Jérusalem constituait un problème distinct. Si le dernier point à régler après accord sur la création d'un État palestinien concernait le dernier kilomètre carré de l'esplanade de Haram al-Charif, elle était convaincue que les deux peuples parviendraient à s'entendre. Elle était persuadée que la question pouvait être réglée et espérait qu'elle le serait avant que n'éclate une nouvelle guerre. Les deux États n'entretenaient certainement pas de relations au départ, mais il leur faudrait moins de temps qu'aux Européens pour se rapprocher. Elle osait espérer que le terrorisme disparaîtrait lorsqu'il n'y aurait plus de misère ni de souffrance, même si elle avait peine à y croire. Il fallait s'attaquer sur tous les fronts aux problèmes de l'extrémisme religieux.

61. **M. Hussein A. Hassouna**, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que, depuis sa création en 1945, la Ligue des États arabes constituait la principale tribune pour la formulation d'une politique arabe commune et la coordination des politiques de ses États membres concernant la question de Palestine. Au fil des ans, les États membres de la Ligue avaient constamment réaffirmé leur respect des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, des conventions et accords internationaux et du droit humanitaire international, ainsi que des principes fondamentaux d'humanité et de justice, que la communauté internationale considérait comme applicables à la question de Palestine. Depuis l'adoption de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, la Ligue des États arabes avait appelé au retrait des forces israéliennes de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés en 1967, et à la restauration des droits nationaux du peuple palestinien.

62. Les droits inaliénables des Palestiniens comprenaient le droit à l'autodétermination, le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales, ainsi que le droit au retour dans leur foyer. Bien que les résolutions de l'Assemblée générale qui affirmaient les droits des Palestiniens fussent susceptibles d'être considérées comme de simples recommandations, leur adoption au fil des 50 dernières années par une écrasante majorité d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies leur avait conféré une autorité politique et juridique considérable ainsi qu'une valeur morale. De fait, elles étaient devenues un élément du droit coutumier international, attestant la reconnaissance par la communauté internationale de l'existence de ces droits et de la nécessité de les rendre effectifs.

IV. Séance de clôture

63. **M. Walter Balzan**, Rapporteur du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a présenté les observations générales de la Réunion (voir annexe I).

64. **M. Miquel Nadal**, Secrétaire d'État aux affaires étrangères de l'Espagne, a déclaré qu'au cours des 10 années écoulées depuis la Conférence de Madrid, le processus de paix avait traversé de nombreuses phases et avait dû résoudre de nombreux problèmes engendrés par les difficultés inhérentes à un processus de négociation d'une telle ampleur ainsi que par les attaques et les provocations de ceux qui n'y croyaient pas. Toutefois, de nombreux succès avaient été remportés en chemin, entre autres, et non des moindres, la création de l'Autorité palestinienne, embryon de ce qui deviendrait un État palestinien viable et démocratique. Lorsque la crise actuelle avait éclaté, les Israéliens et les Palestiniens commençaient tout juste à s'attaquer aux questions les plus difficiles à régler au cœur du conflit, telles que les questions de l'eau, de Jérusalem et des réfugiés. Même après l'éclatement de la crise, les parties avaient continué à négocier ces questions, si bien qu'à Taba elles étaient en mesure de déclarer qu'elles n'avaient jamais été aussi près de parvenir à un accord.

65. Il a souligné que son gouvernement était conscient que des mesures partielles étaient en elles-mêmes insuffisantes. Ce n'était qu'en préservant le caractère global du processus de paix entamé à Madrid qu'il serait possible de trouver une solution viable. La reprise des négociations nécessitait une nouvelle dynamique. Comme l'avait déclaré l'Union européenne quelques jours auparavant, la seule option possible était de faire appliquer immédiatement les recommandations du Comité Mitchell dans leur ensemble, sans quoi tous retards ou conditions supplémentaires ne feraient que contribuer à entretenir les activités extrémistes et à perpétuer la violence. Aucun effort ne devait être épargné pour mettre un terme à la violence, combattre le terrorisme et éviter de prendre des mesures qui pourraient être perçues comme une provocation ou qui permettraient de préjuger de l'issue des négociations, telles que des exécutions extrajudiciaires et les activités de peuplement illégales.

66. M. Nadal a fait valoir que le Rapport Mitchell contenait un large éventail de mesures visant à instaurer un climat de confiance. Il s'agissait d'un ensemble de mesures équilibré qui nécessitait une mise en application totale en vue de reprendre les négociations. La création d'une instance de surveillance internationale devait permettre de surmonter les obstacles inhérents à la mise en application. Il a souligné l'importance de l'appui de la communauté internationale au peuple palestinien et à l'Autorité palestinienne. Dans la ligne des politiques de l'Union européenne, l'Espagne ferait de la contribution de l'Europe au processus de paix l'une de ses priorités lorsqu'elle accèderait à la présidence de l'Union le 1er janvier 2002 et veillerait à coordonner le plus étroitement possible ses activités avec celles des parties et des autres acteurs internationaux, notamment les États-Unis.

67. **M. Nabil Marouf**, délégué général de la Palestine auprès de l'Espagne, représentant de la Palestine, a déclaré que les autorités israéliennes continuaient leur offensive militaire dans le territoire palestinien occupé comme si elles étaient résolues à mettre un terme au processus de paix et à entrer en guerre. Désireux de défendre leurs droits, les Palestiniens combattaient pour la paix. Le conflit ne connaîtrait d'issue qu'avec la fin de l'occupation israélienne et la création d'un État palestinien, avec Jérusalem pour capitale. La situation menaçait la paix et la sécurité internationales. La communauté internationale devait fournir des observateurs internationaux. Il s'est déclaré convaincu que la communauté internationale et les organisations internationales contribueraient à préserver les droits des Palestiniens.

68. **M. Ibra Deguène Ka**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a déclaré que le processus lancé lors de la Conférence sur la paix au Moyen-Orient tenue à Madrid était désormais dans l'impasse et offrait tous les signes d'un tournant dangereux sur la route vers la paix israélo-palestinienne. Les succès remportés à Oslo, Wye River Plantation, Charm el-Cheikh et plus récemment Camp David et Taba semblaient bien loin déjà. Les attermoissements, l'absence de résultats tangibles et une occupation illégale depuis des dizaines d'années avaient intensifié la détresse et l'exaspération des Palestiniens et les avaient poussés à se soulever à nouveau en septembre 2000 en signe de protestation. Le changement de pouvoir en Israël avait stoppé net tout élan vers un accord final global, ne laissant aux Palestiniens qu'un sentiment de détresse, d'abandon et de frustration. Les Palestiniens en avaient été réduits à lutter pour survivre et satisfaire leurs besoins de base au jour le jour, plutôt qu'à oeuvrer au renforcement de leurs institutions et à tendre vers le développement et la prospérité sur le long terme. Les initiatives de la communauté internationale avaient fait briller une lueur d'espoir : fourniture d'une aide humanitaire et financière dont les Palestiniens avaient grand besoin, reconnaissance croissante de l'inadmissibilité de l'usage d'une force excessive et des pertes en vies humaines qui en résultent, et présentation d'une esquisse de solution dans le rapport du Comité d'enquête.

69. M. Ka a souligné que les efforts entrepris pour remettre le processus de paix sur les rails se poursuivaient. Les coparrains du processus de paix au Moyen-Orient, l'Union européenne et, bien sûr, les organes ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avaient tenté d'influencer les parties en faveur de la cessation des violences et de la reprise des négociations de fond. De nombreux points délicats en suspens devaient être réglés pour parvenir à un accord général sur le statut permanent. La tâche s'annonçait difficile, mais elle était clairement définie dans le rapport du Comité Mitchell et nécessitait le strict respect des normes du droit international consacrées par les conventions internationales et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. De toute évidence, il s'avérait possible de parvenir à une solution globale, juste et durable à la question de Palestine, pour peu que tous les intéressés respectent à la lettre les principes et les règles établis et reconnus à l'échelon international, en particulier les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité ainsi que la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale.

Annexe I

Observations générales

1. La Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine a été organisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien les 17 et 18 juillet 2001 à Madrid sur le thème « La voie de la paix entre Israël et la Palestine ». Y ont participé des experts internationaux, des personnalités politiques éminentes, des représentants de gouvernement, d'organisations intergouvernementales, d'organismes des Nations Unies et de l'Autorité palestinienne, des parlementaires et des représentants de la société civile, des milieux universitaires et des médias.

2. La Réunion a été convoquée par le Comité dans le but de susciter un large débat sur le processus de paix israélo-palestinien, son évolution depuis la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient tenue à Madrid en 1991 et son avenir. L'objectif ultime était d'encourager une réévaluation des acquis, des lacunes et des perspectives du processus de paix. Le Comité souhaitait également inciter les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile à appuyer les efforts en cours afin d'assurer un règlement global, juste et durable de la question de Palestine et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien.

3. Au moment où la Réunion a eu lieu, le processus de paix se trouvait dans une phase de crise persistante. Tout dernièrement encore, la situation sur le terrain était dangereuse et marquée par une escalade de la violence. Elle reste caractérisée par un recours excessif à la force par la puissance occupante, des « assassinats ciblés », l'expansion des colonies de peuplement, des bouclages réitérés du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et d'autres pratiques israéliennes illégales.

4. Les participants se sont déclarés fermement convaincus que :

a) Les recommandations figurant dans le rapport de la Commission d'enquête présidée par l'ancien sénateur des États-Unis George Mitchell et l'accord de cessez-le-feu négocié ultérieurement par les États-Unis devraient être appliqués promptement et intégralement;

b) Il faut mettre immédiatement fin à l'utilisation excessive de la force par Israël, puissance occupante, au bouclage des centres de population palestiniens et au blocus économique décrété à leur encontre, aux incursions dans les zones contrôlées par les Palestiniens et à toutes les autres mesures illégales de répression collective dirigées contre le peuple palestinien;

c) Compte tenu de l'utilisation excessive de la force à l'encontre de civils palestiniens et de la poursuite des activités de colonisation illégales par Israël, les Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève devraient convoquer à nouveau la Conférence des Hautes Parties contractantes conformément à la déclaration adoptée par la Conférence à Genève le 15 juillet 1999;

d) Il faut insister particulièrement sur la nécessité d'appliquer rapidement la recommandation de la Commission d'enquête préconisant un gel complet de l'expansion des colonies et sa suggestion suivant laquelle Israël devrait envisager à présent d'évacuer certaines colonies de peuplement pour des raisons de sécurité;

e) Une présence internationale doit être établie pour protéger les civils innocents et pour suivre la mise en oeuvre des accords conclus. À cet égard, le Conseil de sécurité de l'ONU devrait s'acquitter pleinement des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte;

f) Israël devrait transférer sans délai les recettes qu'il refuse de verser à l'Autorité palestinienne en contravention des accords conclus.

5. Les participants étaient d'avis que pour parvenir à la paix, les parties devraient reprendre les négociations en se fondant véritablement sur la base convenue du processus de paix, à savoir les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité ainsi que le principe « terre contre paix ». Ils ont noté avec préoccupation que les mesures prises ces derniers mois par le Gouvernement israélien risquaient de réduire à néant les résultats obtenus par le passé et de limiter la portée des négociations à un point tel que celles-ci deviendraient incompatibles avec l'esprit et la lettre des accords conclus par les parties.

6. Les participants ont examiné les diverses questions liées au statut permanent, y compris celle de l'existence d'un État palestinien. Ils ont déclaré qu'un État palestinien était un droit naturel et inaliénable découlant des droits à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté du peuple palestinien, et ont à nouveau lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle soutienne ces droits et n'épargne aucun effort pour qu'ils deviennent réalité.

7. Les participants ont examiné le rôle joué par les coparrains de la Réunion, l'Union européenne, l'ONU, les organisations régionales et d'autres acteurs internationaux intéressés dans le processus de paix. Ils ont insisté sur le fait qu'il était essentiel que ces divers États et institutions multilatérales continuent d'appuyer ce processus et coordonnent étroitement leurs actions afin d'obtenir de meilleurs résultats, en particulier au cours de la période critique actuelle.

8. Les participants ont réaffirmé la responsabilité permanente de l'ONU à l'égard de tous les aspects de la question de Palestine jusqu'à ce que celle-ci soit réglée de manière satisfaisante, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies et aux normes applicables du droit international, et jusqu'à ce que le peuple palestinien jouisse pleinement de ses droits inaliénables.

9. Les participants se sont félicités de la contribution des États membres de l'Union européenne et des institutions de l'Union européenne au processus de paix, notamment du rôle joué par l'Envoyé spécial de l'Union. Ils ont considéré que l'appui politique et la généreuse assistance économique de l'Union étaient vitales pour relancer le processus de paix et préserver la viabilité budgétaire de l'Autorité palestinienne, ainsi que pour remettre en état et développer l'économie palestinienne.

10. Il a été réaffirmé que l'assistance fournie par la communauté des donateurs était très importante pour le peuple palestinien, en particulier au cours de la période actuelle de difficultés extrêmes dues à la persistance de la violence et au blocus économique, ainsi qu'au refus d'Israël de transférer, en contravention des accords conclus, les recettes fiscales et douanières collectées au nom de l'Autorité palestinienne. En dépit de la difficile situation actuelle, l'assistance internationale continue de créer les fondations indispensables à la viabilité à long terme de l'économie et de la société palestiniennes. Le rôle joué par les donateurs

internationaux restera tout aussi fondamental au cours de la période qui suivra la création d'un État palestinien.

11. Les participants ont reconnu le rôle important joué par la société civile internationale, aussi bien pour ce qui est de fournir une aide d'urgence à la population du territoire palestinien occupé que pour mobiliser un appui en faveur des droits légitimes du peuple palestinien et de l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

12. Les participants ont félicité le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, pour le soutien permanent apporté en faveur des droits du peuple palestinien et les efforts déployés sans relâche à la recherche de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient. Ils se sont également félicités de l'action quotidienne menée sur le terrain par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et ses collaborateurs.

13. Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Ibra Deguène Ka, et la délégation du Comité ont été reçus par M. Josep Piqué, Ministre espagnol des affaires étrangères, qui a souligné à quel point il importait de soutenir le processus de paix au Moyen-Orient et les droits du peuple palestinien. La délégation du Comité a vivement remercié l'Espagne de son rôle actif et constructif à la recherche d'une paix globale, juste et durable dans la région.

14. Les participants ont remercié M. Josep Piqué, Ministre espagnol des affaires étrangères et le Gouvernement espagnol pour avoir accueilli la Réunion ainsi que pour l'assistance apportée au Comité et au Secrétariat de l'ONU à la préparation de cette réunion.

Madrid, le 18 juillet 2001

Annexe II

Liste des participants

Intervenants

M. Mahdi Abdul Hadi
Directeur de la Société académique palestinienne pour les études
des affaires internationales
Jérusalem

M. Yasser Abed Rabbo
Ministre de l'information, de la culture et des arts
Autorité palestinienne

M. Ignacio Alvarez-Ossorio
Professeur des études arabes et islamiques
Université d'Alicante
Alicante (Espagne)

M. Valerian Chouvaev
Chef de la Division de la Palestine et d'Israël
Département du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
Ministère des affaires étrangères
Moscou

Mme Yael Dayan
Membre de la Knesset (travailleuse)
Tel Aviv

M. Jeff Halper
Coordonnateur du Comité israélien contre les destructions de maisons
Jérusalem

M. Hussein Hassouna
Observateur permanent de la Ligue des États arabes
auprès de l'Organisation des Nations Unies
New York

M. Allam Jarrar
Vice-Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix
Cisjordanie

M. Yossi Katz
Membre de la Knesset (travailleuse)
Jérusalem

M. Manuel Marín
Membre du Parlement espagnol
Madrid

M. Miguel Angel Moratinos
Envoyé spécial de l'Union européenne
pour le processus de paix au Moyen-Orient
Nicosie

Mme Luisa Morgantini
Membre du Parlement européen
Milan

M. Richard Murphy
Associé principal, Council on Foreign Relations
New York

M. Francis Okelo
Vice-Coordonnateur spécial des Nations Unies
pour le processus de paix au Moyen-Orient
Gaza

M. Felipe Sahagun
Professeur des relations internationales
Université Complutense
Madrid

Mme Rawya Shawa*
Membre du Conseil palestinien
Gaza

**Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien**

M. Ibra Deguène Ka
Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies
Président du Comité et chef de la délégation

M. Bruno Rodríguez Parrilla
Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
Vice-Président du Comité

M. Ravan A. G. Farhâdi
Représentant permanent de l'Afghanistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies
Vice-Président du Comité

M. Walter Balzan
Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies
Rapporteur du Comité

M. Sotirios Zackheos
Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Nasser Al-Kidwa
Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

* Mme Rawya Shawa n'a pas pu participer à la réunion en raison de restrictions concernant les déplacements imposées par Israël. Le texte de son intervention a été distribué aux participants.

**Représentant du Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies**

M. Terje Rød-Larsen

Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient
et Représentant personnel du Secrétaire général

Gouvernements

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chine, Chypre, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Namibie, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine, Uruguay

**Missions permanentes d'observation d'États non membres
de l'Organisation des Nations Unies**

Suisse

**Entités auxquelles a été adressée une invitation permanente à participer
en qualité d'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale
et ayant un bureau permanent au Siège de l'ONU**

Palestine

Organes et organismes des Nations Unies

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Centre des Nations Unies pour les établissements humains
Programme des Nations Unies pour le développement
Centre d'information des Nations Unies (Madrid)
Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-
Orient

Organisations intergouvernementales

Union européenne
Ligue des États arabes
Organisation de la Conférence islamique

Organisations de la société civile

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
Asamblea de Cooperación por la Paz
Asociación pro Derechos Humanos de España (APDHE)
Caritas Española
Centro de Iniciativas de Cooperación al Desarrollo

Comité des ONG espagnoles sur la question de Palestine
Comité européen de coordination des ONG sur la question de Palestine
Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine
Comité israélien contre les démolitions de maisons
Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique
des églises
Comunidad Bahá'í de España
Confederación Sindical de Comisiones Obreras
Confédération mondiale du travail
Conseil palestinien pour la justice et la paix
Cooperación con el África Austral
Croix-Rouge espagnole
Europeos Solidarios
Fédération des associations de défense des droits de l'homme
Fédération des femmes actives palestiniennes
Fondation internationale Olof Palme
Fondation Madhok
Fundación Aragonay
Fundación Promoción Social de la Cultura
Helsinki España
Instituto de Estudios Políticos para América Latina y África
Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD)
Journal *Al-Ittihad*
Justicia y Paz
Liga Pro Derechos Humanos
Médecins du Monde-International
Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad
Mundo sin Guerras y sin Violencia
Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA)
Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine
(OSPAAAL)
Palestine Solidarity Campaign (PSC) – Brighton and Hove Branch
Paz y Cooperación
Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine
Société palestinienne du Croissant-Rouge
Solidaridad con el Tercer Mundo (Sotermun)
Solidarité internationale
Solidarios para el Desarrollo
Union démocratique palestinienne
Union panafricaine des étudiants
Unión Sindical Obrera (USO)
Universidad Complutense de Madrid
Universidad de Murcia

01-63719 (F) 180102 130202

